

À PANTIN le 22 juin 2021,

### Déclaration liminaire CTL TBVS 2020

Monsieur, le président,

Nous siégeons aujourd'hui pour un CTL de présentation de l'observatoire interne ainsi que du TBVS 2020.

Nous saluons la tentative d'autosatisfaction de l'Administration sur sa gestion de la crise sanitaire, dont le corollaire est la mise en avant de ces résultats. C'est bien vite oublier les organisations syndicales qui se sont trouvées en première ligne au sein des CHSCT – qui sont appelés à disparaître.

Au sein du CHSCT, nous avons pu dialoguer sur les sujets qui préoccupaient nos collègues, ce qui est sans commune mesure avec la qualité de dialogue social que nous avons dans notre direction.

Nous avons vraiment l'impression que votre conception du dialogue social, c'est celle d'un passage obligé devant des représentants du personnel que vous n'avez pas envie d'écouter. Et ce n'est pas l'ordre du jour de la réunion informelle qui suit qui va nous faire changer d'avis.

Quand vous daignez nous communiquer des informations, vous le faites après avoir informé les chefs de service, sans que nous ne puissions en discuter avec vous, notamment sur des sujets qui crispent les agents. Ce fut notamment le cas de l'application de la justification des frais de missions.

Et les sujets qui crispent les agents, il y en a tant d'autres. Nous ne pouvons que remarquer que malgré l'augmentation de la charge de travail à la DGFIP pendant la crise sanitaire (participation au FDS), malgré les efforts consentis par les agents pour s'adapter aux directives de leurs chefs de service, l'Administration fait peu d'effort pour améliorer leurs conditions de vie au travail.

Cela passe notamment par la participation de l'État-employeur aux frais de télétravail. Que dire sur ce sujet ?! La DGAFP a consenti à une « *aumône* » qui ne compense en rien les frais engagés. Nous ne vous apprendrons rien en précisant que c'est indécent par rapport à la participation des employeurs privés.

Pis, les vérificateurs sont exclus de ce dispositif par un coup de baguette magique alors même qu'on les contraint à se déclarer télétravailleur ! Non pas que nous tenions particulièrement à y entrer : **les vérificateurs sont attachés à leur autonomie.**

Sur le TBVS, rien de neuf sous le soleil ! 54 % des agents sont pessimistes sur leur avenir à la DGFIP. 52 % des agents voient leur motivation au travail diminuer. En moyenne, la qualité de vie au travail est à peine au-dessus de la moyenne sur une échelle de 1 à 10 avec pour corollaire un stress au travail qui est plutôt élevé.

Bien que les agents soient plutôt satisfaits de leur supérieur hiérarchique de premier niveau, ils ne se sentent pas reconnus et valorisés. Rien d'étonnant à cela puisque ces derniers n'ont aucune influence sur les conditions de vie au travail. Ils n'ont qu'à subir les consignes de leur propre hiérarchie, plus intéressée par le cadencement des travaux, les indicateurs que par le bien-être des agents et de leur encadrement intermédiaire.

Sans surprise, les agents ne sont toujours pas satisfaits de leur rémunération et des possibilités de promotion, et pour cause ! Et la situation ne va pas s'améliorer, puisque l'effort budgétaire est fait en priorité sur la masse salariale.

Enfin, les sujets métiers d'actualité foisonnent, entre les enjeux de fiscalité internationale ou les réflexions sur la réforme de la législation sur les captives de réassurance. Là encore, derrière les discours politiques sur la deuxième jambe du CF, à savoir la lutte contre la fraude, nous voyons plutôt la France qui cherche à s'aligner sur le moins disant. Et à en croire les articles de presses, les entreprises sont très satisfaites de la relation de confiance. Étant donné les moyens que l'Administration y a mis, le contraire eût été étonnant...